

CIBLE

Mafias

A quelque chose malheur est bon ! Appliqué à la catastrophe financière et économique, le proverbe prend une vilaine tournure idéologique : il y en a qui croient encore que les crises du capitalisme permettent une purge nécessaire des marchés financiers et de l'économie réelle...

Ceux qui tiennent ce discours ne se soucient pas des souffrances effectivement endurées par les groupes sociaux dans les périodes d'effondrements. Ils ne voient pas non plus que ces crises peuvent engendrer de nouveaux acteurs malfaisants.

Ces temps-ci, les milieux spécialisés s'inquiètent des prises de contrôle industrielles et financières qui pourraient être réalisées par des mafias profitant de la forte baisse des actions. Comme ces organisations disposent d'énormes capitaux la « chasse aux bonnes affaires » seraient pour elles un jeu d'enfant.

Comme toujours, on s'avisera de la réalité et de l'ampleur de la menace quand il sera trop tard. Pourtant, la parade existe et elle peut être mise en œuvre sans délai : cela s'appelle le contrôle par les États des mouvements internationaux de capitaux.

CRISE

Ce qu'il faut faire

Enquête

L'affaire de Tarnac

p. 4

Idées

Émile Poulat

p. 9

Bourreaux d'enfants...

Majorité pénale à 12 ans, violence diagnostiquée en maternelle, descente de gendarmes au collège... Toutes ces mesures éducatives relèvent-elles du bon sens ?

Arrêtons-nous au *rapport Varinard*, qui veut refonder l'ordonnance du 2 février 1945 fixant les principes de la justice pénale des mineurs. Le toilettage était utile, pour simplifier les dispositifs accumulés des *lois Perben I et II*, en 2002 et 2004, *lois sur la récidive* en 2005 et 2007 ou encore *loi sur la prévention de la délinquance* de 2007, dont certaines dispositions ne sont même pas encore entrées en vigueur. En effet, les observateurs de la pratique judiciaire s'accordent sur le fait que, loin de stagner en ce domaine sensible, le droit et la jurisprudence n'ont cessé de s'adapter aux mutations sociales, voire à la philosophie des gouvernants.

Ce rapport aurait pu faire l'objet d'une réflexion critique mais sereine si Mme Dati, usant de sa délicatesse ordinaire, n'en avait résumé l'intention à la télévision le 16 octobre : « *Je viens de rencontrer un mineur à l'EPM de Marseille, 190 délits, 52 fois condamné. Alors, à un moment donné, il faut mettre un coup d'arrêt à cette délinquance* ».

Vérification faite par une journaliste spécialisée auprès des magistrats, éducateurs de la PJJ et surveillants de prison de Marseille, ce mineur n'a jamais existé. (1)

À vouloir résumer la situation dans cet esprit sécuritaire et répressif, on gauchit tout. Il suffit pourtant d'aligner les chiffres fournis par l'administration elle-même. Il n'y a pas croissance des délits des mineurs : après avoir augmenté entre 1994 et 1998, leur part dans l'ensemble des personnes mises en cause par la police et la gendarmerie est passée depuis dix ans de 22 à 18 %. De même, les mineurs délinquants ne sont pas de *plus en plus jeunes* : les moins de 13 ans représentent seulement 0,3 % de l'ensemble des personnes condamnées, soit 1,5 % des condamnés pour vols, 1,8 % pour dégradations et, seule aggravation perceptible, 2,9 % des infractions sexuelles, du fait que, souvent liées à des affaires intra familiales, elles sont plus fréquemment dénoncées par les victimes. Dans toutes les autres catégories, les moins de 13 ans représentent

moins de 1 % de l'ensemble, notamment 0 % pour les homicides.

À diagnostic biaisé, les rapporteurs se sont, semble-t-il, retenus de répondre par des conclusions partiales. Cependant, l'esprit de leurs propositions se ressent de la demande affichée par les commanditaires au point que les acteurs de terrain, associations familiales, éducateurs judiciaires et magistrats spécialisés en sont vivement inquiets...

Retenons-en deux signes. La certitude qui fixe la responsabilité pénale à 12 ans incite les tribunaux, au lieu de se pencher sur l'évaluation du degré de responsabilité du jeune prévenu, à prendre pour acquise sa pleine responsabilité. D'autre part, si la majorité pénale est laissée à la majorité légale, la ramener de 18 à 16 ans en cas de récidive est un tour de passe-passe qui discrédite l'idée même de majorité. Et le comble du dispositif est, sous prétexte d'empêcher les poursuites pénales contre un enfant avant 12 ans alors que la barre est aujourd'hui à 7-8 ans, d'éjecter

tout simplement le jeune justiciable hors de la Justice pour le livrer aux maires, appuyés sur des *Conseils locaux de prévention de la délinquance* et l'*Aide sociale à l'enfance*, dotés de nouvelles structures contenant - institutions punitives ou rééducatives à inventer. Encore un pas, et ce sera la justice communale et le shérif à l'américaine...

Le péril de ces orientations tient dans l'abandon systématique du terme **enfant** au profit de **mineur**. Le *mineur* n'a rien en propre que sa qualité privative de n'être *pas encore majeur* ; la manière de le traiter penche vers une version atténuée, en réduction, du système judiciaire et carcéral des adultes - une justice disons, un peu *soft*. Nous y allons. Alors qu'un *enfant*, et le terme est inscrit dans la législation mondiale des droits humains, est pris en sa qualité spécifique de personne inachevée, en formation, à l'égard de laquelle les devoirs de protection et d'éducation priment sur tout, au nom même de l'autorité du corps social amené à suppléer la famille. Tout autre à son égard est la démarche éducative ou rééducative, tout autres les éventuelles sanctions que l'on doit patiemment élaborer et réformer au service de leur maturation, guérison ou émancipation progressive.

À force de brouiller les cartes de l'institution en flattant les peurs immatures et agressives, on risque de faire oublier que l'État de droit n'est pas une arme... à brandir contre les enfants.

Luc de GOUSTINE

(1) D. Simonnot - « *Un mineur 52 fois condamné par Dati* », *Le Canard enchaîné*, 5 novembre 2008, p. 4.

royaliste
BUREAU POLITIQUE - 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

SOMMAIRE : p.2 : Bourreaux d'enfants... - p.3 : Sauvons le dimanche ! - On ne touche pas au Préambule - p.4 : De l'usage de l'antiterrorisme en temps de crise... - p.5 : Les étoiles du Hradschin - p.6/7 : Crise : ce qu'il faut faire - p.8 : Les leçons d'une guerre perdue - p.9 : L'Histoire selon Émile Poulat - p.10 : Singulier Matzneff - Fin de travaux ? - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Pas de panique !

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Sauvons le dimanche !

Alors que la France traverse une crise grave, le prince Jean dénonce, dans une déclaration publiée sur le [site Gens de France](#), ce qui serait une atteinte à l'équilibre de notre société.

Faut-il généraliser le travail le dimanche ? Évidemment non. Et je constate avec bonheur que bon nombre de Français, quelles que soient leurs convictions, quelles que soient leurs responsabilités, se prononcent contre un projet dont les conséquences seraient économiquement et socialement néfastes.

- Économiquement, rien ne permet d'affirmer que cette mesure créera de l'emploi. Il faut redouter, au contraire, qu'elle ne mette en péril les commerces de proximité et de centre-ville, dont beaucoup souffrent déjà de la concurrence de la grande distribution. Il faut aussi redouter que les salariés n'en tirent aucun profit réel et qu'à terme leur pouvoir d'achat n'y gagne rien : tôt ou tard, les entreprises reprendront dans la semaine ce qu'elles auront donné le dimanche.

- Mais surtout cette mesure mettrait en péril l'équilibre des familles, trop négligé par les pouvoirs publics. Elle précipiterait la désagrégation des communautés naturelles et, finalement, de la société en gênant l'organisation d'activités non marchandes essentielles à l'équilibre - et au bonheur - des hommes et des femmes de notre pays : rencontres sportives, manifestations associatives, repas de famille, loisirs culturels, sans omettre les pratiques religieuses.

L'objection que seuls les volontaires pourront travailler le dimanche ne tient pas. Au contraire, les chefs d'entreprise seront incités à privilégier l'embauche de demandeurs d'emploi prêt à travailler le dimanche sur ceux qui ont charge de famille

et veulent s'occuper de leurs enfants ce jour-là. C'est la logique économique qui prévaudra sur l'intérêt de la société.

Il existe bien d'autres façons de relancer l'activité économique sans que les Français attachés à leur vie de famille en fassent les frais. Le taux d'occupation des jeunes et des seniors, on le sait, est l'un des plus faibles d'Europe. C'est un gâchis. Voilà un point sur lequel l'État doit peser de tout son poids : réformer le système éducatif de sorte que les jeunes convenablement formés qui arrivent sur le marché du travail n'y trouvent pas que des portes closes ; et favoriser l'emploi des seniors dont les entreprises se séparent trop souvent après 50 ans alors qu'ils sont à un niveau optimal de compétence et d'expérience.

Mais la question du travail le dimanche - après celle du lundi de Pentecôte - n'est pas seulement une question économique : c'est un choix de civilisation. Ne privons pas les hommes et les femmes de notre pays du droit de se reposer, à l'issue d'une semaine de travail souvent difficile. Ne privons pas les parents et les enfants du bonheur de se retrouver en famille. Ne privons pas les croyants de la faculté de pratiquer leur religion. Ne soumettons pas nos vies à la tyrannie de l'argent roi et du *time is money*.

Parce que l'homme est bien plus qu'un consommateur, parce que la vie respecte le travail, mais est aussi bien plus que le travail, sauvons le dimanche.

Jean de FRANCE,
duc de Vendôme

On ne touche pas au Préambule

Le supposé président voulait compléter le Préambule de la Constitution de 1958 dans une intention manifestement démagogique. Présidé par Simone Veil, le comité réuni à cet effet lui a opposé une fin de non-recevoir.

Lors de sa conférence de presse du 8 janvier 2008 (oui, celle où il a annoncé la fin de la publicité sur les chaînes publiques et enterré en direct le « *candidat du pouvoir d'achat* »), Nicolas Sarkozy s'était posé en législateur suprême : « *je souhaite, déclarait-il, que le Préambule de notre Constitution soit complété pour garantir l'égalité de l'homme et de la femme, pour assurer le respect de la diversité et ses moyens, pour rendre possible de véritables politiques d'intégration, pour répondre au défi de la bioéthique* ».

Il n'était pas difficile de discerner, derrière ces nobles propos, des intentions perverses :

- réaffirmation du principe d'égalité qui est proclamé à plusieurs reprises dans notre bloc de constitutionnalité et propos redondant sur la *parité* - sans que l'inégalité des salaires entre hommes et femmes soit effacée ;

- promotion de la *discrimination positive*, aussi insensée dans sa théorie que dans sa pratique ;

- institution de la racialisation des rapports politiques et sociaux, nommée *diversité* dans la novlangue des oligarques de gauche et de droite ;

- enrobage du paquet par un papier-cadeau aux couleurs de la bioéthique, de la liberté d'expression, du respect de la

vie privée et de l'« *ancrage européen de la République* ».

Le comité présidé par Simone Veil a rendu un rapport (1) qui ruine magistralement les intentions sarkoziennes : non seulement l'héritage du bloc de constitutionnalité est défendu mais il est proclamé intangible et toute adjonction au Préambule de 1958 doit être examinée selon le critère de l'utilité. Or la plupart des principes que Nicolas Sarkozy voulait inscrire dans ce préambule sont déjà clairement proclamés - par exemple tout ce qui procède de la Liberté essentielle. La référence à « *l'ancrage européen* » a été révoquée pour plusieurs motifs et d'abord parce que cette idée « *équivaldrait à un abandon pur et simple de souveraineté constituante...* ». Quant à la discrimination positive, « *le comité a rapidement dégagé un consensus en son sein pour refuser la promotion de la diversité entendue comme permettant des différenciations directement fondées sur la race, les origines ou la religion* ».

L'ensemble de la réflexion des membres du comité est d'une intelligence remarquable. Le texte du rapport est à lire en entier car il fera, en matière de doctrine, référence.

Annette DELRANCK

☐ (1) Le rapport peut être téléchargé sur http://www.elysee.fr/download/?mode=press&filename=Rapport_Veil.pdf

De l'usage de l'antiterrorisme en temps de crise...

Guy Debord le notait déjà en 1988 dans ses *Commentaires sur la société du spectacle* : nos démocraties libérales aiment être jugées sur leurs ennemis ; elles risqueraient sans doute trop de l'être sur leurs réalisations.

Aussi lorsqu'elles ne déterrèrent pas les vieux cadavres du totalitarisme pour les fusiller une seconde fois et se couvrir opportunément de la gloire des résistances passées, elles désignent régulièrement à la vindicte quelques ennemis réels ou imaginaires, toujours transformés en épouvantails, pour décourager les moindres tentatives d'oppositions, ruiner les plus modestes alternatives un peu sérieuses et conséquentes.

La maxime de nos sociétés et de leurs polices pourrait être la suivante : *« tout ce qui n'entre pas dans le cadre de notre raison marchande, tout ce qui se dresse, doit être rejeté hors la civilisation, animalisé ou barbarisé. »*

Ainsi jadis le chouan, le gueux refusant la boucherie patriotique, forcément suspects aux yeux de la nouvelle république *une et indivisible*. Au XIX^e siècle, l'ouvrier au couteau entre les dents, l'homme des classes dangereuses, *l'en dehors* chers à Zo d'Axa et Georges Darien. Aujourd'hui, au choix, la figure fantasmée de l'arabe terroriste ou du jeune autonome *« qui prépare la révolution aux marges de la gauche institutionnelle »*.

La récente affaire des sabotages de quelques lignes SNCF a illustré presque parfaitement cette stratégie de légitimation de l'État par la stig-

matisation d'un ennemi et, plus inquiétant, le vrai dérapage sécuritaire d'un ministre bien prêt de sacrifier la présomption d'innocence au coup médiatique.

Le 9 novembre dernier quatre trains sont arrêtés au moyen de crochets de fer suspendus aux caténaires. Lignes arrachées, usagers en colère, retards nombreux - mais rien selon les responsables de la SNCF qui puisse causer la mort des passagers ou le déraillement du train (le saboteur, lui, peut être électrocuté en posant le crochet). Pourtant, l'enquête est confiée au parquet antiterroriste, qui centralise l'information et dispose de pouvoirs étendus d'investigation.

Le 11 novembre, à six heures du matin, cent cinquante policiers violent la propriété privée à Paris, Rouen, en pays meusois, mais surtout sur le plateau de Millevaches, à Tarnac. Les hommes encagoulés des services spéciaux de la police encerclent ce paisible village corrézien et investissent une ferme. Images inquiétantes d'arrestations musclées et de voitures qui démarrent en trombe. Vingt personnes sont interpellées, dont dix resteront en garde à vue.

Au ministère de l'Intérieur, en ce jour où l'on est censé commémorer l'Armistice de 1918, Michèle Alliot-Marie déclare dans un communi-

qué : *« Des personnes de l'ultra-gauche, mouvance anarcho-autonome (sic) ont été arrêtées. L'opération de ce jour a été rendue possible par le travail de renseignement effectué à ma demande depuis plusieurs mois par la direction centrale du renseignement. Depuis mon arrivée au ministère, j'ai souligné les risques de résurgence violente de l'extrême gauche radicale »*. On hésite entre le rire jaune et la colère noire à lire ces lignes inconséquentes d'un ministre d'État. Quelques trains en retard, quelques dégâts bénins déclenchent en république sarkozienne l'artillerie antiterroriste, l'intervention des services de renseignement et l'agitation de la menace ultra-gauchiste.

L'affaire piétine pourtant. Les enquêtes manquent de preuves tangibles pour pouvoir **coffrer** les suspects - selon le mot délicat de l'un d'entre eux. Certains journalistes de la grande presse, sans doute en panne de sensationnel, publient alors de longs dossiers dans lesquels abondent les clichés les plus éculés du mauvais roman d'espionnage. Il semble qu'il faille à tout prix confirmer l'existence d'une conjuration d'ultra-gauche, propre à effrayer le bon citoyen qui travaille et consomme.

La plupart des dix gardés à vue résident à Tarnac. Parfaitement intégrés à la vie du

village, ils y vivent frugalement, et se mettent au service de la communauté villageoise. L'un d'entre eux, Julien Coupat, ancien thésard de l'EHESS et fondateur à la fin des années 90 de la revue d'inspiration situationniste *Tiqqun*, a racheté l'épicerie bar ; certains membres du groupe y travaillent et organisent régulièrement des soirées cinéma ou des tournois d'échecs. Ils cultivent un jardin potager et s'organisent pour vivre éloignés de l'agitation consumériste. Un crime ? Certains journalistes, à la suite de *sources proches de l'enquête* ne voient dans cette forme de retour assez traditionnel à une vie plus lente et plus simple, que les signes d'une marginalité pré-terroriste.

Particulièrement inspiré, le rédacteur d'un quotidien du matin a pu écrire que l'épicerie de Tarnac était *tapie dans l'ombre*, et que, comble de l'horreur, ces gens ne possédaient pas de téléphones portables. D'autres chroniqueurs judiciaires ont traqué les indices d'une machination terroriste dans les textes de la revue *Tiqqun* ou des tracts diffusés en marge des manifestations de 2005... Lire la presse au mois de novembre - à quelques notables exceptions dont étonnamment *Le Monde* et plus récemment *Libération* - donnait parfois l'impression que notre démocratie libérale était menacée par une conspiration d'anarchistes éleveurs de chèvres... Hélas non, elle n'est pas menacée, mais elle s'inquiète peut-être de voir un certain nombre de groupes informels refuser de la considérer comme l'unique horizon. Faut-il les enfermer ?

Des dix gardés à vue, huit sont sortis de prison. Julien Coupat et sa compagne Yldune sont toujours incarcérés, sous le chef criminel d'entreprise à visée terroriste et délit de destruction en réunion à visée terroriste.

Pour une histoire de caténaires...

Olivier FRANÇOIS

Les étoiles du Hradshin

La présidence tchèque sera un succès. Il nous plaît que la présidence tournante du Conseil européen revienne le 1^{er} janvier prochain à un pays qui n'a pas ratifié le traité de Lisbonne.

Décrié par tous à l'avance, ridiculisé presque, moqué à Bruxelles, le président tchèque aura le mérite d'introduire un élément d'équilibre dans les institutions européennes.

Cela pourrait être la polémique permanente que l'on nous décrit par anticipation, le blocage, la contradiction entre la Commission et la présidence de l'Union européenne, deux chevaux de tête qui tireraient à hue et à dia le char de l'Europe, lequel s'écroulerait en chemin. Les uns et les autres sont suffisamment avertis pour ne pas s'y risquer. Prague ne manque pas d'atouts auxquels il conviendrait de prêter attention. D'abord la présidence suédoise qui la suivra n'est pas moins prudente qu'elle, pas moins décidée à ne pas laisser le devant de la scène aux trois ou quatre grands européens. Ensuite, la Commission arrivera à son terme fin 2009. Enfin, de nouvelles élections pour le Parlement européen auront lieu en juin 2009. Ce ne sont pas des moments où le débat peut être confisqué au profit de quelques technocrates européens.

Au-delà de ces rendez-vous institutionnels, le grand atout de la république tchèque en Europe est la Russie. Prague peut se vanter d'un savoir-faire ancestral dans la question russe. On aura remarqué que son gouvernement n'a pas rejoint l'activisme de la Pologne ou des États baltes dans l'affaire de Géorgie. Les Tchèques savent mieux que personne comment s'y prendre

avec les Russes. Ils n'ont pas de différend historique avec eux. Dès lors que les relations entre l'Union européenne et la Russie occuperont une place dominante au cours de leur mandat, il sera bon de profiter de leur expérience, de leur entente, de leur caractère, pour mener la négociation. On se référera à eux.

Il n'est pas inutile non plus que la république tchèque soit aux commandes au moment où les États-Unis inaugureront leur nouvelle présidence. Le candidat Obama avait visité Prague avant Berlin, Paris ou Londres. C'est à Prague que le président Obama devrait se rendre pour son premier voyage officiel en Europe. On a fait beaucoup de cas du radar antimissile que les Américains installeraient en république tchèque. Le gouvernement tchèque aurait voulu lier l'approbation de celui-ci à la ratification par le Parlement du traité de Lisbonne. Si le président Vaclav Klaus ne veut pas entendre parler du drapeau européen sur son palais, le Hradshin, le Premier ministre Mirek Topolánek en a, lui, trois, dans son bureau : le tchèque, l'européen et celui de l'Otan ! Les deux hommes appartiennent pourtant au même parti, celui des démocrates civiques (ODS), formation de droite par opposition aux sociaux-démocrates. Entre le souverainiste et l'atlantiste, tous deux fervents libéraux thatchériens, il n'est pas simple de décider. Mais n'est-ce pas au contraire leur forme de contribution à un débat que nous n'avons pas su assumer

ouvertement ailleurs ? Ne serions-nous pas tous tchèques si nous étions un peu plus démocrates civiques ?

Encore une fois, il ne s'agit pas d'être contre l'Europe. Quand on pose la question, les deux tiers des Tchèques s'affirment évidemment pro-européens. L'euro-scepticisme n'est pas une réserve ou une opposition à l'égard de l'idée européenne. Avec un Schartzberg aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, un Coudenhove-Kalergi hier prophète du fédéralisme européen, un Vaclav Havel en qui Mitterrand faisait confiance pour son plan de confédération européenne immédiatement après la chute du mur, un Milan Kundera, un Frantz Kafka, et bien d'autres, comment douter que les Tchèques soient de vrais européens ? Mais un vrai européen n'est-il pas d'abord un sceptique ? Le scepticisme n'est-il pas l'une des caractéristiques majeures du vieil esprit européen ? Sceptique s'oppose à fanatique. Avec le dissident Frantz Hus, redécouvrons le scepticisme européen face à tous les intégrismes.

Nous pouvons donc nous rassurer à l'idée que Prague redevienne pour six mois le cœur de l'Europe.

C'est l'occasion de faire évoluer notre idée de l'Europe et peut-être de rassembler à nouveau tous les peuples autour d'elle en rejetant les oppositions entre grands et petits, jeunes et vieux, occidentaux et orientaux. L'un des axes à suivre de la présidence tchèque et de la suivante, suédoise, sera l'idée de partenariat oriental qui pourrait sortir de l'impasse actuelle les discussions avec la Turquie et l'Ukraine.

Yves LA MARCK

BRÈVES

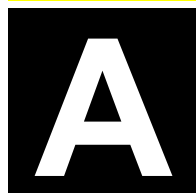
♦ **IRAN** – Dans un livre d'entretiens en français, *Quel avenir pour l'Iran ?*, à paraître courant janvier, le prince Reza Pahlavi, 48 ans, fils du dernier chah d'Iran se pose une nouvelle fois comme la seule personnalité capable de fédérer les forces démocratiques et laïques iraniennes. Il prononce également un plaidoyer à l'intention des dirigeants occidentaux qui seraient tentés de lancer une opération militaire contre le régime des mollahs, les mettant en garde contre ce qu'il considère comme la pire des solutions.

♦ **LUXEMBOURG** – La loi légalisant l'euthanasie et le suicide médicalement assisté a définitivement été adoptée le 18 décembre par le Parlement (31 pour, 26 contre, 3 abstentions). Le Grand-Duc avait annoncé, dès la présentation du projet, qu'il userait de son pouvoir constitutionnel et qu'il ne sanctionnerait pas la loi. Le gouvernement avait immédiatement réagi et le processus de révision constitutionnelle visant à retirer au souverain la pouvoir de sanctionner les lois, ne lui laissant que la tâche de les promulguer, a été engagé au Parlement qui a voté le projet en première lecture le 11 décembre. Une seconde lecture, qui ne peut intervenir avant trois mois, est requise avant que le projet de révision ne soit définitivement adopté. Cette deuxième lecture peut être remplacée par un référendum si demande en est faite dans les deux mois par vingt-cinq mille électeurs. L'affaire n'est donc pas encore jouée.

♦ **PORTUGAL** – Sur le nouveau site internet de la Maison royale du Portugal (<http://www.casarealportuguesa.org/dynamicdata/default.asp>) dom Duarte, duc de Bragança, explique les tâches qu'il s'est fixées vis-à-vis de ses concitoyens : « Depuis toujours, j'ai été proche des Portugais, en particulier de nos communautés établies à l'étranger, afin que les générations futures ne perdent pas de vue leur pays d'origine où se trouvent leurs racines », rappelant aussi son souci de « la défense de la nature, de l'équilibre de l'environnement [...] domaines où les monarchies d'Europe et du monde ont donné la preuve de leur efficacité ».

♦ **FRANCE** – Dans son édition du 19 décembre *The Wall Street Journal*, sous le titre « Le prince Jean prêt à gouverner la France si les Français veulent bien de lui » a publié un grand article (http://online.wsj.com/article/SB122964949361320505.html?mod=golnews_wsjs) évoquant les différents prétendants monarchistes en France et principalement consacré au duc de Vendôme qui « parcourt la France, rencontrant des maires et visitant des usines, constatant que les gens le voient comme un rappel de l'histoire de France ». Un prince Jean conscient que « lui-même ne remontera peut-être pas sur le trône mais reste convaincu qu'il pose des bases pour le futur ». « Mon action consiste à semer des idées, Mais l'homme qui sème des idées ne les voit pas nécessairement fleurir... »

Ce qu'il faut faire



ancien directeur des études du CNPF devenu Medef, Jean-Luc Gréau fait partie des rares économistes qui annonçaient depuis de très nombreuses années la catastrophe qui est en train de se produire et qui en expliquaient les causes.

Dans l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder, Jean-Luc Gréau explique l'échec de l'ultra-libéralisme et la logique de la crise, souligne son ampleur et montre pourquoi elle va se prolonger et s'intensifier. Des réponses politiques et économiques existent cependant, qui nous permettraient de la vaincre.

■ **Royaliste : Comment prendre une exacte mesure de la crise ?**

Jean-Luc Gréau : Bloomberg publie chaque jour le montant des pertes et des provisions annoncées par les banques, les assurances, les sociétés de crédit, les fonds de placement... En septembre 2007, on estimait que ces pertes et provisions se situaient entre 60 et 100 milliards de dollars ; au début de l'été, c'était 400 milliards ; le 15 novembre, nous en étions à 684 milliards de dollars. C'est vous dire l'ampleur de la crise financière et la vitesse de la contagion. Mais tout n'a pas commencé en septembre de l'an dernier.

■ **Royaliste : Quelle est la chronologie ?**

Jean-Luc Gréau : Les premiers stigmates apparaissent en octobre 2005 aux États-Unis : on s'aperçoit que l'indice des mises en chantier de l'immobilier résidentiel a été négatif au mois de septembre. Puis on constate, à l'été 2006, que le stock de logements neufs et an-

ciens a doublé. En novembre 2006, la banque HSBC a l'honnêteté de signaler que les défauts de paiements des Américains endettés sur le marché hypothécaire ont beaucoup augmenté. En février, mai et juin 2007, de mini krachs boursiers se produisent en Asie. Ils ne soulèvent pas plus l'inquiétude que la fermeture de deux fonds de pension par la banque *Bear Stearns* au mois de juin 2007, fermeture qui va pourtant constituer le premier jalon de la crise financière proprement dite.

Vous savez que la crise éclate deux mois plus tard sur le marché du crédit interbancaire : les banques qui veulent emprunter sur ce marché ne trouvent plus de banques disposées à leur prêter. Le 9 août 2007, pour empêcher le blocage du système, la *Banque centrale européenne* injecte près de 50 milliards d'euros. Depuis cette date, la crise financière se développe, jalonnée de faillites bancaires et de journées noires sur les places financières.

Aux États-Unis, les politiques ont réagi en décidant de

consacrer 700 milliards de dollars au sauvetage des banques et des compagnies d'assurance. Puis, le 12 novembre, Henry Paulson, le secrétaire au Trésor, a décidé d'utiliser la moitié de cette somme pour aider les détenteurs de cartes de crédit, qui ne parviennent plus à faire leurs remboursements, et les acheteurs de voitures. C'est un changement de stratégie. Il intervient dans le contexte d'une récession économique qui a pris une forme violente à partir de septembre 2008. L'entrée en récession qu'on aurait pu imaginer sous une forme graduelle s'est effectuée brutalement.

■ **Royaliste : Nous sommes donc confrontés à la faillite de l'idéologie ultra-libérale et des pratiques qui en résultaient...**

Jean-Luc Gréau : Oui, mais il faut préciser que ce n'est pas l'échec d'une réflexion théorique comme celle de Milton Friedmann. Il est vrai que celui-ci a défendu trois thèses qui constituent des jalons sur le

chemin que va emprunter la nouvelle expérience :

- l'inflation est pire que le chômage, car l'inflation détruit la possibilité d'un développement durable ;

- les changes fixes doivent être remplacés par des changes flottants afin que le cours des monnaies soit fixé selon la loi de l'offre et de la demande ;

- l'actionnaire est le véritable propriétaire de l'entreprise et les managers ont pour premier devoir d'accroître le rendement des actions.

Mais Milton Friedmann n'est pas le responsable direct du nouveau système.

■ **Royaliste : Alors qui et comment ?**

Jean-Luc Gréau : Il faut faire la part des circonstances. Il y a eu la décision, après le premier choc pétrolier, d'en finir avec l'inflation : aux États-Unis on a utilisé la politique monétaire, ce qui a provoqué une violente récession ; au Japon et en Allemagne, on a comprimé les salaires ; en France, après l'échec du plan de relance de 1975 et la politique menée par les socialistes de 1981 à 1983, on a conjugué la politique monétaire et la désinflation salariale. Par ailleurs, la chute de l'Union soviétique a provoqué un mouvement de balancier vers les États-Unis et leur modèle spécifique d'économie de marché.

Mais il faut surtout souligner le rôle décisif qu'ont joué les opérateurs financiers (ceux des banques, ceux des fonds de placement) dans le système qui s'est mis en place aux États-

Unis, en Grande Bretagne et, à un moindre degré, sur le continent européen.

■ Royaliste : Voudriez-vous nous rappeler les principales caractéristiques de ce système ?

Jean-Luc Gréau : J'en vois six :

1) la **soumission** des acteurs économiques aux actionnaires (gérants de fonds de placement) qui imposent la maximisation des profits en vue d'obtenir de gros dividendes ;

2) l'**indépendance** des banques centrales : on veut empêcher le financement par leur biais de dépenses publiques éventuellement excessives et on leur confie la tâche prioritaire de contrôler étroitement l'inflation ;

3) la **liberté de circulation** des capitaux qui paraît évidente. Bien entendu, il est normal qu'on puisse transférer dans un autre pays les fonds nécessaires à un investissement productif. Mais, en l'occurrence, on a voulu favoriser les opérations spéculatives sur les marchés boursiers ou sur les marchés de la dette de diverses nations. C'est cette libre spéculation qui a été l'origine voici dix ans de la crise asiatique : les spéculateurs sont libres de retirer brutalement leurs capitaux, ce qui s'est produit en 1997 en Corée et en Thaïlande principalement ;

4) la **soumission** de toutes les opérations d'échange (sur les matières premières énergétiques, sur les produits agricoles, sur le fret maritime, sur les dettes publiques, sur les créances privées) à l'avis des *experts* des salles de marché. On disserte sur la loi de l'offre et de la demande comme si elle fonctionnait entre le vendeur d'un produit et son acheteur : or, la fixation des prix est dévolue à des *traders* qui ne représentent pas les forces économiques du marché concerné !

5) la **titrisation** : une banque revend à divers acteurs financiers les prêts consentis à ses clients. Ces prêts sont revendus par morceaux. Il n'y a plus de lien entre l'emprunteur et le prêteur, auquel la titrisation retire ses responsabilités. Richard Fisher, président de la *Réserve fédérale* de Dallas l'a dit : la crise financière est une crise de la titrisation ;

6) le **libre échange des marchandises**, à l'échelon mondial, qui implique un dumping social sur le prix du travail et de la matière grise. Vous connaissez les ravages provoqués par cette conception de la concurrence.

■ Royaliste : C'est esquisser, négativement, un premier bilan...

Jean-Luc Gréau : Oui. L'objectif de désinflation salariale a été atteint mais il faut faire à ce sujet deux observations majeures :

- on a lutté contre la hausse des prix et des salaires tout en soutenant la valeur croissante des actifs financiers et des actifs immobiliers. Il y aurait donc une bonne et une mauvaise inflation. Mais dans quel traité le devoir de multiplication de la richesse financière et immobilière est-il inscrit comme une priorité ?

- malgré la pression sur les salaires, le niveau de consommation nécessaire à l'absorption de la production croissante a été maintenu grâce au surendettement des ménages - tout particulièrement aux États-Unis, en Angleterre et en Espagne. Il y a quelques mois encore, les néolibéraux donnaient ces trois pays en exemple. Aujourd'hui, c'est dans ces trois pays que la récession s'annonce la plus forte !

La titrisation a offert le cadre de la catastrophe récente. Pour illustrer le malentendu dont elle a été l'objet, je citerai deux propos contraires tenus à cinq années d'intervalle par deux grands banquiers. En septembre 2002, Daniel Bouton, président de la Société générale, tenait le propos public suivant : « *nous avons connu une crise importante du fait de l'écroulement de la bulle Internet mais, grâce à la titrisation, nous avons évité une crise majeure. Pulvérisé sur le marché, le risque a été neutralisé* ». En septembre 2007, en revanche, Axel Miller, président de Dexia, avouait, face à la crise ouverte des marchés du crédit, que la difficulté majeure venait de ce que « *le risque ne pouvait être localisé* ». Il prenait donc le contre-pied de ce que disait Daniel Bouton cinq ans auparavant. Un système qui paraissait plutôt sain en raison de la mutualisation des risques



■ États-Unis, été 2006, le stock de logements neufs et anciens a doublé. Le krach des prêts immobiliers à risque (subprimes) devient patent.

sur un marché immense s'est révélé finalement catastrophique. À partir d'un seuil critique, le risque s'est cristallisé sur un ensemble d'acteurs reliés les uns aux autres.

Aujourd'hui, nous ne connaissons toujours pas le montant des mauvaises créances. Mais leur nombre devrait s'accroître, car même les entreprises saines et les ménages qui ont emprunté avec prudence pour acheter un logement ou une voiture auront des difficultés à rembourser leurs dettes, s'ils sont fortement touchés par la crise de l'activité et de l'emploi. C'est pour cela que le taux de défaut de paiement des ménages américains augmente inexorablement, minant la possibilité d'un renflouement définitif du système bancaire.

Quant à l'indépendance des banques centrales, elle n'explique pas le succès de la lutte contre l'inflation : c'est dix bonnes années après la fin de la période inflationniste que l'on a décidé, dans différents pays européens, de ne plus subordonner les banques centrales aux États !

Je n'ai pas besoin d'évoquer l'effondrement des Bourses : la presse en rend compte mais sans expliquer que les places financières, qui passent en quelques heures de l'euphorie à la panique, ne peuvent être regardées comme le thermomètre de la vie économique.

■ Royaliste : Quelles sont les décisions qui seraient à prendre en urgence ?

Jean-Luc Gréau : Je vais vous faire plaisir : partisan de la privatisation, il me paraît pour-

tant indispensable de nationaliser les banques - quitte à les restituer au secteur privé lorsque la crise financière sera terminée, comme cela s'est fait en Suède, entre 1990 et 1994.

Il faut aussi que les banques centrales, à nouveau placées sous contrôle étatique, soient obligées de prendre garde à l'activité et à l'emploi et à l'ensemble des dettes privées et publiques, et pas seulement à l'inflation et à la dette publique.

Dans le domaine monétaire, je suis partisan du retour aux changes fixes et à la création d'un étalon monétaire international formé d'un panier de monnaies.

Il faudrait que l'Union européenne définisse un tarif extérieur commun - sinon de très nombreuses entreprises seront obligées de se délocaliser ou de fermer.

Enfin, il faudra probablement monétiser la dette publique car celle-ci dépasse désormais partout la capacité de remboursement durable des États concernés. Cela signifie qu'il faudra rembourser une fraction de la dette publique avec de la monnaie émise par la banque centrale. L'inflation, modeste, ainsi créée, soulagera le système économique.

C'est l'ensemble de notre système économique et financier qui doit se transformer, sous l'impulsion d'un État dont le rôle doit être repensé.

Propos recueillis par B. La Richardais

Le dernier livre de Jean-Luc Gréau : « *La trahison des économistes* », Gallimard, prix franco : 18 €.  Achat immédiat

Les leçons d'une guerre perdue

En Irak, les Américains ont été incapables de prolonger leur succès militaire d'avril 2003 par l'institution d'un pouvoir politique capable d'assurer la paix et de maintenir l'unité du pays. Ils ont ainsi provoqué un chaos qui s'est aggravé en raison d'erreurs sur lesquelles il est indispensable de méditer.

Les leçons de la guerre menée par les Américains en Irak ne sauraient être tirées pour fustiger une fois de plus George Bush et les autres responsables du désastre. Nous assistons depuis plusieurs années à une nouvelle révolution dans l'art de la guerre, qui a surpris les militaires américains et israéliens et dont nous devons tirer toutes les conséquences dans la formulation de notre propre doctrine militaire.

Le lieutenant-colonel Michel Goya est à cet égard particulièrement qualifié. Breveté du *Collège interarmées de défense*, fort de son expérience dans nos unités combattantes, il a travaillé au *Centre de doctrine de l'emploi des forces* et nous lui devons une étude capitale sur la récente guerre du Liban (1). Comme le général Desportes (2), Michel Goya illustre un paradoxe que nous avons déjà souligné : alors que les politiques se signalent par leur inintelligence de la chose militaire, les militaires français développent aujourd'hui une conception **politique** de la stratégie et de la tactique militaires.

C'est à la lumière de cette nouvelle doctrine de la guerre probable (la guerre avec engagement au sol et non plus seulement l'indispensable défense nationale fondée sur la dissuasion nucléaire) que Michel Goya examine la deuxième intervention américaine en Irak (3). L'aveuglement politique des dirigeants américains ne signifie pas qu'ils visaient en 2003 des objectifs strictement militaires. Mais l'opération menée en Irak est l'exact contraire des interventions habituelles des puissances occidentales : au lieu d'intervenir dans une situation de désordre pour rétablir l'ordre (dans maints pays africains) les Américains ont formé une *Coalition* pour détruire l'ordre tyrannique établi afin d'instaurer la démocratie.

Ainsi exprimée, et répercutée à tous vents par la propagande occidentaliste, l'intention était louable. Mais dans cet Irak tout à coup libéré de Saddam Hussein, les Américains ont agi de telle manière qu'ils ont créé un immense chaos qui ne laisse aucun espoir aux démocrates. Toutes les erreurs ont été commises et dans tous les domaines - même si certaines ont été

corrigées, même si certains officiers, comprenant la situation et sachant en tenir compte, ont obtenu des résultats positifs dans leur zone d'action.

Quant aux principaux facteurs de la catastrophe irakienne, il importe de retenir :

- le **primat de l'idéologique** (la guerre pour imposer la démocratie) sur le souci éminemment politique d'un pouvoir légitime à instaurer aussi vite que possible. Les Américains n'ont pas compris que la guerre n'était pas faite pour détruire et pour tuer (ou le moins possible) mais pour établir la paix par le moyen d'une institution politique capable de susciter l'adhésion populaire. La constitution d'un gouvernement irakien et l'organisation d'élections sont intervenues trop tard dans un pays qui avait déjà implosé. Même lenteur quant à la mise en œuvre des forces nécessaires à l'autorité de l'État - les policiers et les militaires irakiens n'offrant aujourd'hui encore que de très faibles garanties quant à leur fidélité au régime ;

- la **naïveté des dirigeants** qui ont pensé que le peuple irakien accueillerait les soldats de la Coalition en sauveurs. La brutalité des militaires américains, l'indifférence et le mépris dans lesquels ils tenaient la population, l'usage de la torture et des internements arbitraires ont rapide-

ment provoqué une montée de la colère et de la haine qui a été utilisée par les divers groupes de l'opposition armée. Quant on a voulu réparer les dégâts (par des cours sur la culture arabe, sur la politesse...) il était trop tard ;

- cette **indifférence au pays** conquis a entraîné une mauvaise appréciation des divers éléments qui entraînent en résistance et une sous-estimation de leurs capacités militaires. Les Américains ont cru que leurs avions, leurs blindés et des moyens électroniques de plus en plus performants leur permettraient de vaincre leurs ennemis. Avec des moyens dérisoires (voiture bourrée d'explosifs, télécommandes pour jouets...), les groupes rebelles ont toujours un temps d'avance sur les Américains et leur ont infligé des pertes sérieuses. Nationalistes ou religieux (souvent les deux à la fois) les Irakiens insurgés étaient animés de convictions leur donnant un courage inouï, ils combattaient pour leur pays ou pour leur territoire, parmi une population plus ou moins solidaire de leur combat. Or la guerre en milieu urbain est longue et très dure comme le montre Michel Goya dans l'excellent récit qu'il fait de la prise de Falloujah ;

- les **milliards de dollars** dilapidés dans des opérations manquées de reconstruction du pays et le recours à des dizaines de milliers de mercenaires n'ont rien arrangé - au contraire. En Irak comme ailleurs, la *financiarisation* et la *privatisation* ont été désastreuses...

Tirons les leçons de ce constat accablant en songeant, tout d'abord, à l'Afghanistan.

Yves LANDEVENNEC

📖 (1) Cf. Michel Goya - « *Dix millions de dollars le milicien* », in *Politique étrangère*, 1/2007, Armand Colin, prix franco : 20 €.

➡ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Vincent Desportes - « *La guerre probable, Penser autrement* », Economica, 2007, prix franco : 21 €

➡ [Achat immédiat](#)

Voir notre article, « *Repenser la guerre* », dans *Royaliste* n° 922, page 8.

📖 (3) Michel Goya - « *Irak, les armées du chaos* », préface du général Vincent Desportes, Economica, 2008, prix franco : 35 €.

➡ [Achat immédiat](#)

Ce journal vous a plu ?

Avez-vous pensé à le faire connaître autour de vous ou à y abonner un ami ?

L'Histoire selon Émile Poulat

Voilà bien longtemps que je connais et lis Émile Poulat. Et j'en reste toujours à mon impression initiale. Cet historien est différent des autres, surtout ceux qui travaillent sur les périodes récentes dont les prolongements actuels échauffent les passions.

Prenez un sujet comme la laïcité que l'on pourrait presque définir comme une passion française, certes moins incandescente qu'hier, mais prompte sans cesse à se ranimer. Je ne dis pas qu'Émile Poulat la refroidit au point d'en faire un pur objet désintéressé de savoir. Il la met dans une lumière qui la rend enfin vraiment intelligible au point que les camps ennemis en viendraient à discuter presque sereinement. Ce n'est pas qu'il recherche la conciliation pour elle-même, mais sa façon de percevoir les choses n'est pas sans rapport avec l'empathie dont il se montre capable pour les familles de pensée les plus contraires, les personnalités emblématiques de nos plus sanglantes divisions. Je n'ai jamais fréquenté ses séminaires des hautes études, mais je sais d'instinct que les esprits les plus divers y cohabitent avec bonheur, sauf lorsqu'ils ne parviennent pas à se départir de la morgue dominatrice qui empêche de problématiser le passé sans abdiquer ses fidélités.

Son dernier livre apporte une preuve de plus à ma conviction. Il s'agit bien, selon le mot manuscrit sur ma page de garde d'un *testament intellectuel et spirituel* ; et qui fait le bilan d'une existence vouée à la recherche. Mais il est le résultat d'entretiens avec une catholique de sensibilité traditionaliste, Danièle Masson. Cette dernière, qui connaît bien l'œuvre de son interlocuteur, ne cesse de le provoquer sur les sujets les plus sensibles sans parvenir à le faire sortir de ses gonds. Par exemple, lorsque lui est opposée la contradiction qu'il y a entre son christianisme et sa culture des Lumières, Émile Poulat répond qu'il a retenu d'abord l'esprit scientifique sans ressentir de division personnelle profonde. Son unité intérieure lui vient sans doute de sa foi plutôt paisible et de son habitus d'analyste : « *Je suis dépassonné parce que j'ai établi cette paix en moi au lieu de vivre dans les turbulences de la contestation ou de la négation (...) J'ai acquis une position forte dans ce travail non de lutteur mais d'analyste ; si bien que je me suis lié avec des gens divers : vous et l'héritage du catholicisme traditionaliste que vous représentez, et par exemple la Ligue de l'enseignement marquée par son caractère laïque. Cette position forte me permet, à l'égard des uns et des autres, de tenir le même langage.* »

Il n'empêche que la réalité massive du monde moderne est celle de la disparition de la chrétienté remplacée par une modernité libérale qui semble avoir vaincu sur toute la ligne.

L'historien du catholicisme moderne sait qu'à l'encontre de cette déchristianisation un mouvement prodigieux de reconquête s'est dressé au vingtième siècle sans avoir pu contrer le phénomène : « *Tout chercheur, tout savant vit dans un monde dont le système mental exclut Dieu ; la science l'exclut par principe et par méthode. Quand des générations entières fonctionnent sur ce modèle, on peut parler, dans cet ordre, de la fin du christianisme.* » Cependant, ce monde sécularisé sait-il où il va, ce qu'il fait et ce qu'il veut ? Non. « *Sa grande limite est son aveuglement sur lui-même.* » Cela me rappelle ce que me disait le cardinal de Lubac à propos de son grand livre sur *Le drame de l'humanisme athée* : « *Aujourd'hui, je n'écirai pas le même livre. L'athéisme a perdu sa cohérence qu'il tenait de son antichristianisme. Il est aujourd'hui complètement éclaté.* » Mais cet éclatement ne profite pas pour le moment à un regain chrétien, du moins en Europe. Par ailleurs, il y a quand même quelque chose d'inépuisable dans ce que le christianisme a légué à notre culture, et les institutions catholiques demeurent ce qu'il y a de plus vivace dans un paysage où communisme et socialisme ne sont même plus présents dans l'édition...

par Gérard Leclerc



On voit qu'Émile Poulat peut avoir le goût des synthèses englobantes sans sacrifier à la complexité. Ce qui est aussi remarquable dans ce *testament*, c'est la maîtrise dont fait preuve un grand érudit, qui domine son sujet sans jamais être déstabilisé par les coups de boutoir de son interlocutrice. C'est d'évidence le résultat d'une longue vie de travail et d'une faculté peu commune à dominer les situations les plus conflictuelles. Je compare avec d'autres historiens qui travaillent sur des thématiques voisines, et je suis frappé par leur difficulté à ne pas entrer dans les querelles qu'ils retracent. Émile Poulat n'a

de mépris pour personne et il est trop averti des permanences des oppositions pour décider arbitrairement, ou plutôt avec parti pris, qui aura ou non définitivement le dessus. Sans doute s'affirme-t-il comme moderne ou même comme libéral paradoxal. Pour lui seul le libéralisme a vaincu historiquement. Mais l'intransigeance catholique du XIX^e siècle conserve ses vertus à l'encontre d'un système dominateur.

Finalement, Émile Poulat se livre à Danièle Masson plus qu'il ne s'était livré il y a un quart de siècle à Guy Lafon qui l'avait déjà interrogé. Atteint à certains moments par la morsure du rationalisme, il est resté croyant tout en épousant de la modernité ce qu'elle avait de raisonnable. Son aménité personnelle ne lui a jamais évité le corps à corps des affrontements, mais il les a toujours négociés par le haut. À un moment, il se définit comme *barthien catholique*, en prenant donc pour modèle Karl Barth le plus grand théologien calviniste contemporain, l'homme de la transcendance de Dieu. Cela peut paraître paradoxal pour un chercheur si impliqué dans l'immanence des contingences. Mais c'est aussi le signe que ses convictions sont toujours jeunes et nouvelles, avec une prédilection pour la charité et la paix comme le montre son attachement à la communauté Sant'Egidio de son ami et élève Andrea Riccardi.

Émile Poulat - « *France chrétienne, France laïque – entretiens avec Danièle Masson* », Desclée de Brouwer, prix franco : 24 €.

Achat immédiat

Singulier Matzneff

Dans la préface de son nouveau recueil d'articles ⁽¹⁾, Gabriel Matzneff revendique haut et fort sa qualité de Français d'origine étrangère tout en dénonçant l'accent mis par les grands médias sur l'origine *métèque* de tel ou tel de nos concitoyens les plus célèbres.

Les textes qu'il a rassemblés s'étalent sur cinquante ans et sont principalement issus de *Combat* et de la *Nation française* (dans les années 1960), du *Monde* (à la fin des années 1970), de la *Revue littéraire* de Léo Scheer et de son site internet personnel (2). Des colonnes des grands quotidiens, les articles de Matzneff ont ainsi migré vers des supports plus confidentiels, évolution symbolique du lent déclin de la presse française.

Les thèmes abordés sont très divers, qu'ils relèvent de l'actualité (la guerre d'Algérie, le conflit israélo-palestinien) ou des références intellectuelles les plus chères à Matzneff (la chrétienté orthodoxe, Port-Royal). De ses tribunes (parfois injustes comme il le reconnaît lui-même) consacrées au général de Gaulle dans la *Nation française* de Pierre Boutang, à son récent papier sur Tintin publié dans *Royaliste* (3), on observe la permanence de ses convictions monarchistes avec comme point d'orgue l'article qu'il publia le 26 août 1965 dans *Combat*.

Intitulé *Les Dauphins*, il défend une candidature du chef de la Maison de France à l'élection présidentielle : « *Le comte de Paris est le candidat*

des idéalistes du gaullisme, c'est à dire de ceux qui veulent préserver contre les gens de l'UNR, et parfois contre le général lui-même, ce qu'il y a de plus pur dans la mystique gaulliste. » Pour Matzneff, il apparaissait alors que le comte de Paris était « *le seul homme capable de continuer la politique d'indépendance nationale entreprise par le général de Gaulle* ». C'est l'autre dauphin, Pompidou, qui l'emportera, mais cet article fait partie des pièces qui attestent de la réalité d'une possible restauration monarchique dans les premiers temps de la V^e République.

Homme de fidélité assurément que Gabriel Matzneff et les belles pages qu'il consacre à la mémoire de Pierre Boutang sont là pour le prouver. Jalons de l'évolution de la pensée de l'auteur, ces articles se font aussi bien souvent l'écho d'un courant intellectuel associant l'amour de la France et le refus de toute crispation identitaire.

Jérôme BESNARD

■ (1) Gabriel Matzneff - « *Vous avez dit métèque ?* », La Table Ronde, 2008, 416 pages, prix franco : 24 €.

➔ [Achat immédiat](#)

■ (2) Le site personnel de Gabriel Matzneff :

<http://www.matzneff.com/>

■ (3) *Royaliste* n° 911 du 15 octobre 2007 - « Le camembert, Tintin, même combat ? »

Fin de travaux ?

Jean Lebrun nous manquera. Après cinq ou six mille émissions du même type, ses *Travaux public*, du café El Sur, d'un bar du Larzac ou de quelque autre agora imprévue, étaient, à l'heure du thé tardif ou de l'apéritif, un parloir honnête et de bonne compagnie.

Quand on y était convié, il fallait voir l'arlequin gris-noir passer de table en table, l'œil émoustillé à l'idée que son scénario se développait, faisant assez de croche-pieds aux évidences molles pour réveiller la pensée. Il y avait, en ce meneur de débats d'actualité, l'ombre d'un Péguy : son journalisme, au lieu de l'enfermer dans l'éphémère, lui avait appris qu'« *il n'y a rien de plus vieux que le journal d'aujourd'hui* ». À moins que ce ne fût l'effet d'un christianisme, plus pudique d'être perpétuellement à l'œuvre, décryptant le mystère des personnes et des événements sur une grille en croix perpétuellement retracée.

À l'heure de passer le micro pour entrer à la direction de France Culture, Lebrun offre une dernière fin d'après-midi sympathique à ses auditeurs, conviés à le relire sous le petit format de *Bleu autour* - arrosée du vin gris de Saint-Pourçain-sur-Sioule qui accompagne si bien le petit salé... Sous ses airs légers, ce volume carré démenage plutôt les idées quant à l'avenir du journalisme malade de la communication. Et ce qu'il faut entendre par *communication*, c'est évidemment la somme des choix

préalables imposés aux journalistes pour les empêcher de faire leur métier de passeur du réel. Nommer cela *censure* serait presque rafraîchissant : on pourrait publier en pavés les blancs d'Anastasia... Non, la masse de figures idéologiques et affectives imposées par le présent **système** politico-financier est plus lourde à soulever qu'une tribune de tyran. Heureusement, et c'est ce qui fragilise en même temps les médias et les revigore, la Toile offre un espace alternatif encore entr'ouvert, quoiqu'elle fonctionne un peu comme la perfusion sur le malade : elle le prolonge, mais le confirme dans son état de survivant.

On ne connaissait des aventures de Lebrun que la dimension radiophonique (1). Les voici (2), nourries de son dialogue avec ses collaborateurs : autant de personnalités de journalistes qui ont gravité jeunes dans l'équipe de ce maître instructif et dont la pépinière est vivace. Signe que leur patron nous surprendra encore.

L. de G.

■ (1) Jean Lebrun - « *Journaliste en campagne* », Bleu autour, 2006, (voir *Royaliste* n° 900), prix franco : 12 €.

➔ [Achat immédiat](#)

■ (2) Jean Lebrun - « *Le journalisme en chantier, Chronique d'un artisan* », Bleu autour, 2008, prix franco : 14 €.

➔ [Achat immédiat](#)



Les rédacteurs de *Royaliste* et les responsables de la NAR vous invitent à venir trinquer avec eux au

POT DE NOUVEL AN le SAMEDI 3 JANVIER

à partir de 17 h 30 et jusqu'à 19 h 30

dans les locaux de la NAR
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

- à 18 h on tirera les rois,
- à 18 h 30 allocution de Bertrand Renouvin.

CONGRÈS 2009

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 7 et 8 mars 2009.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 7 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**La crise alimentaire**" et, d'autre part, "**Participation et droit des salariés**".

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

SERVICE LIBRAIRIE

RAPPEL : Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur). Il faut néanmoins prévoir un délai d'une dizaine de jours pour nous permettre de nous approvisionner auprès des grossistes pour les ouvrages que nous n'avons pas en stock. N'hésitez pas à faire appel à nos services. Nous assurons également la recherche d'ouvrages épuisés (sans garantie de succès...). Faites-nous part de vos besoins.

Campagne de promotion



17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Spécimen gratuit
01.42.97.42.57

Le journal qui bouscule les idées reçues...

Utilisez nos autocollants publicitaires pour *Royaliste*
De format 99x38 mm très visible (imprimés en noir sur fond jaune)

Vendus par planche de 14

Tarif : **1 planche 1 €** franco

à partir de **2 planches** : 0.70 € franco la planche

à partir de **10 planches** : 0.65 € la planche

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st>
(Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 7 janvier** - Historien, démographe et sociologue, **Emmanuel TODD** nous présente régulièrement ses ouvrages et poursuit avec nous un amical débat depuis plus de vingt ans. Après avoir annoncé dès 2002 la décomposition du système américain, notre invité vient de publier une inquiétante analyse sur "**La crise de la démocratie**". Nicolas Sarkozy et Ségolène

Royal sont l'expression du même symptôme de cette crise qui ne se réduit pas à ces deux personnages : elle procède du vide religieux, de la stagnation éducative, de l'appauvrissement des classes moyennes, des ravages du libre-échange...

Le durcissement de la lutte des classes s'annonce, que l'oligarchie tente de contrer par l'ethnisation des problèmes. Puisqu'elle ne parvient pas à faire basculer le peuple français dans le fantasme raciste, se décidera-t-elle à sortir de la crise de la démocratie par une suppression progressive du recours au suffrage universel qui s'affirme déjà en France et en Irlande par rapport au traité de Lisbonne ?

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

RELIURES

ATTENTION - Cet article est en voie d'épuisement, et nous ne sommes pas sûrs de le renouveler.

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription "*Royaliste*" dorée.

➤ Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 18 € franco.

SOUSCRIPTION

Notre souscription 2009 n'est pas encore lancée mais nous remercions déjà ceux qui, sans attendre, nous ont fait parvenir leurs dons sans lesquels nous ne pourrions poursuivre notre entreprise.

2^e liste de souscripteurs

S.B. (Vienne) 30 € - J.C. (Ile-de-France) 23 € - C.J. (Val-de-Marne) 15 € - Christian Lecocq de Chapi-seau 100 € - Alain Lemoine 53 € - Patrice Leraut 50 € - Pedro Montserrat Costa 10 € - Christian Mory 100 €.

Total de cette liste : 381,00 €

Total précédent : 788,72 €

Total général : 1 189,72 €

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : "*Royaliste*", 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Pas de panique !

Un bruit médiatique s'est fait entendre, après les dernières prestations européennes de Nicolas Sarkozy. Les six mois de sa présidence seraient un triomphe et l'Union européenne se serait renforcée depuis que la crise financière a éclaté. On lit même, chez les thuriféraires de la Commission de Bruxelles et de la Banque de Francfort, que l'Union serait devenue *gaulliste* et *keynésienne* ces trois derniers mois. Nous devrions être ravis !

Au contraire, nous voici à la peine. Rien ne *colle* dans le message mais il n'est pas facile de discerner sa charge inconsciente, ses naïvetés et ses roueries.

Il faut d'abord pointer les automatismes de langage. Dans le beau monde médiatique, tout pari est « *pascalien* », tout impératif est « *kantien* » et toute relance « *keynésienne* ». De même, l'étiquette « *gaulliste* » est apposée sur tout personnage qui affirme, au tournant d'un discours rédigé par un scribe que *l'État et la nation, c'est important*. Ridicule !

Il faut ensuite relever la part, conséquente, de l'aveuglement volontaire. Le « *paquet-climat* » était décidé dans ses grandes lignes avant l'élection de Nicolas Sarkozy, qui a négocié comme n'importe quel président du Conseil européen les ultimes compromis. La « *priorité* » qui devait être donnée à « *l'Europe de la défense* » a disparu et, de sommet en sommet, nous avons constaté que l'usine à gaz européenne se nimbait d'un brouillard de plus en plus épais : sur fond de brouille franco-allemande et d'amabilités franco-britanniques, qu'en est-il au

juste du rôle de l'Eurogroupe, du G4, de la Commission ? L'anarchie augmente tandis que la bureaucratie bruxelloise continue de produire ses textes aberrants.

Surtout, le bruit médiatique sur l'Europe couvre les voix qui dénoncent deux scandales : la directive européenne sur l'immigration et l'accord en vue d'un nouveau référendum en Irlande. L'Europe-forteresse surélève ses remparts tandis que tous les maîtres du monde y pénètrent sans la moindre difficulté ! L'Europe



oligarchique considère comme normal et même salubre un flagrant déni de démocratie !

Nous ferons campagne contre ces deux décisions, qui prouvent l'inanité du discours célébrant le *tournant de l'Europe*, sa reconstruction, voire sa renaissance. Elle reste dans la même logique, faussement sécuritaire et clairement antidémocratique. Mais nous discernons aussi un affolement qui pousse comme d'habitude à la surenchère idéologique. Depuis des semaines, on lit dans la grande presse que l'Europe tire à hue et à dia, que le plan de relance européen masque l'inertie d'une Commission qui s'est contentée d'entériner des plans

de relance nationaux qui ne sont même pas coordonnés. On apprend que les grandes puissances se préparent à une guerre monétaire et que la Banque centrale européenne prend avec retard des mesures qui restent sans effets.

Pour sauver leur rêve, les disciples de Jean Monnet proclament que l'Europe qui éclate en nations rivales est merveilleusement gaulliste, et les mêmes, dévots de l'ultra-libéralisme, découvrent les charmes du déficit budgétaire utilisé pour financer quelques investissements productifs.

A ces cohortes d'europhobes affolés, aux rédacteurs des discours élyséens, aux journalistes de cour, nous devons tenir un discours que je résumerais comme suit :

Pas de panique ! Quand la tempête se lève, il est salutaire de s'affirmer ou de se découvrir soudain gaulliste et keynésien. Comme nous travaillons depuis bientôt quarante ans selon cette double inspiration, nous ne sommes pas trop mal placés pour vous demander d'en finir avec les faux-semblants : pas de relance efficace sans protectionnisme, sans nationalisation du crédit, sans inflation salariale, sans contrôle politique de la monnaie...

Cela implique que l'on ouvre, sur le mode gaullien, une crise dans la crise. Mettre au pas, ou à la porte, MM. Trichet, Barroso et Juncker ; simplifier les institutions de l'Union et lancer le projet de confédération des États nationaux du continent ; préparer la réforme du système monétaire et financier international sans craindre la confrontation avec les États-Unis.

Pour éteindre l'incendie, il faut de l'explosif. S'il n'y a pas d'explosif politique, c'est dans chaque pays que tout sautera.

Bertrand RENOUVIN